

comparable à celui de 1982. Sur la base des comptes nationaux, la croissance stable des recettes et le ralentissement des dépenses de l'État ont permis d'enregistrer un déficit moins élevé, atteignant 23 milliards de dollars en 1987. Comparé à la taille de l'économie, le déficit budgétaire fédéral a diminué, sa proportion du PIB étant passée de 6,8 % en 1984 à 4,2 % en 1987.

Au cours de l'année, les dépenses courantes de l'administration fédérale ont augmenté de 6,1 %. Cette hausse, principalement attribuable à une augmentation de 6,3 % du service de la dette publique, a également été alimentée par l'accroissement des paiements de transfert à l'intention des entreprises et des non-résidents. L'augmentation de la dette publique a plus que compensé l'effet d'un taux d'intérêt moins élevé au cours de l'année, et le service de la dette a atteint un nouveau sommet de près de 28 milliards de dollars, soit davantage que le déficit budgétaire annuel. Les dépenses gouvernementales consacrées à l'acquisition de biens et services ont cependant continué à ralentir pour une troisième année consécutive, s'étant accrues à un taux de seulement 1,6 % par rapport à 1986.

Les impôts sur le revenu des particuliers et les taxes indirectes, telles que les droits d'accise et les droits d'entrée ont continué d'être à l'origine de la plus grande partie de la croissance des recettes fédérales. L'augmentation des impôts prélevés directement auprès des personnes en 1987 est principalement attribuable à un relèvement des tranches d'imposition, à une diminution du taux de chômage et à l'accroissement de la population active. Cependant, l'impôt sur le revenu des entreprises, qui avait enregistré une diminution en 1986, est demeuré inchangé.

23.1.4 Immobilisations des entreprises

Augmentant à un rythme presque deux fois plus élevé que celui de 1986, les immobilisations des entreprises se sont accrues, en termes réels, de plus de 11 % en 1987. La composante qui a le plus contribué à la croissance est celle de la construction résidentielle, suivie des investissements dans les machines et le matériel, qui a connu une hausse de 14,6 %. Pour sa part, le secteur de la construction non résidentielle a atteint un sommet de 23 milliards de dollars au troisième trimestre, enregistrant un taux de croissance qui n'avait pas été observé depuis 1981-1982.

Le dynamisme de la croissance des investissements dans l'industrie des machines et du matériel est principalement attribuable à l'augmentation de la demande de matériel de bureau, à la tendance croissante à la modernisation dans le secteur manufacturier et à la reprise du secteur du

pétrole et du gaz. Les taux d'utilisation de la capacité ont continué à se raffermir en 1987, et une partie de l'augmentation de la construction non résidentielle est attribuable à ce phénomène. La plus grande partie du gain est cependant survenue dans le secteur de l'énergie où les taux d'intérêt favorables, les programmes de stimulation des gouvernements et le redressement des prix pétroliers ont été à l'origine d'une reprise des activités de prospection pétrolière et gazière.

23.1.5 Commerce extérieur

Les États-Unis sont, depuis longtemps, le principal partenaire commercial du Canada. En 1987, les exportations de marchandises canadiennes à destination des États-Unis, sur la base de la balance des paiements, ont représenté 77 % des exportations totales de marchandises du Canada, alors que les exportations en provenance des États-Unis ont constitué 69 % des importations totales de marchandises. Même si la croissance des exportations de marchandises canadiennes vers les États-Unis avait ralenti au cours des trois dernières années, l'accroissement de la demande de gaz naturel aux États-Unis, auquel se joignaient un ralentissement de la production intérieure américaine et les hausses de la devise canadienne, a contribué à renverser la tendance. Les exportations de marchandises à destination des États-Unis, représentant une valeur de 96,6 milliards de dollars, ont augmenté de 3,5 % par rapport à 1986, alors que la valeur des importations canadiennes de marchandises en provenance des États-Unis a suivi la tendance au ralentissement amorcée après 1984. Les importations de marchandises provenant des États-Unis, d'une valeur de 79,2 milliards de dollars, ont connu un rythme de croissance de 3,6 %, après avoir enregistré un gain de 4,1 % en 1986.

Dans l'ensemble, les importations totales de marchandises de toute provenance ont atteint 115 milliards de dollars en 1987, et les exportations, 126 milliards de dollars; il s'agit d'un excédent de 11 milliards de dollars en faveur du Canada au compte du commerce des marchandises, lequel constitue une augmentation de près de 12 % par rapport à 1986. Cependant, le déficit a continué à s'accroître dans les échanges non commerciaux (21,6 milliards de dollars), les opérations au chapitre des services (7,0 milliards de dollars) et les revenus de placements (16,6 milliards de dollars), dont les déficits ont connu respectivement des hausses de 6,1 %, 34,7 % et 0,03 %. Par conséquent, le déficit du Canada en 1987 pour l'ensemble du compte courant est demeuré à 10,6 milliards de dollars, inchangé par rapport à 1986.